

# Presse oubliée

N° 394 DU VENDREDI 19 SEPTEMBRE 2025

## L'Emblème du jour

JOURNAL D'INFORMATION, D'ANALYSE, D'INVESTIGATION ET DE PUBLICITÉ

Porto-Novo, Rép. Bénin - Email : leemblemedujour@gmail.com - Tél : +229 0195534395

IMMATRICULATION DES DEUX-ROUES AU BÉNIN

**Plaques non retirées : destruction dès le 16 octobre**

PAGE 08

PRÉSIDENTIELLE 2026 AU BÉNIN

PAGE 03

# Wadagni-Talata : l'élan de la victoire démarre à Parakou



POSITIONNEMENT POUR LES ÉLECTIONS GÉNÉRALES ET RENOUVELLEMENT GÉNÉRATIONNEL

PAGE 05



**Kindjanhoundé, la voix du "Béton Armé"**

PROCESSUS ÉLECTORAL AU BÉNIN

PAGE 09

# Quitus fiscal : le gouvernement ajuste la plateforme

**ELONA HOUSE**

SALLE DES FÊTES ET DE CONFÉRENCE



Le cadre idéal pour vos événements inoubliables !

0198904640 / 0144904640

*Les résidences*  
**FENOU**  
APPARTEMENTS - CHAMBRES MEUBLÉS

0198904640 / 0144904640

Confort et luxe s'allient pour vous offrir un séjour incroyable.



Budget 2026

# PRESSE OUBLIÉE

Alors que le gouvernement présente un budget 2026 qualifié de « hautement social », la Plateforme des Promoteurs et Acteurs pour le Développement des Médias (PADeM-Bénin) exprime son étonnement et son mécontentement face à l'absence de mesures de soutien pour la presse.

Le projet de loi de finances pour l'année 2026, porté par le gouvernement béninois, ambitionne de renforcer le volet social de l'action publique. Cependant, cette orientation « hautement sociale » semble avoir laissé le secteur des médias de côté.

Dans un communiqué rendu public, la PADeM-Bénin dénonce l'absence de dispositions concrètes destinées à soutenir les professionnels de la presse. L'organisation souligne que cette omission pourrait fragiliser davantage un secteur déjà confronté à de nombreux défis économiques et structurels.

« Nous lançons un cri de cœur aux autorités pour qu'elles rectifient le tir avant l'adoption de la loi de finances », indique la plateforme, qui appelle à une réévaluation des priorités afin d'intégrer le secteur médiatique dans les plans de soutien gouvernemental.

Selon la PADeM-Bénin, un engagement clair envers les médias est essentiel non seulement pour garantir la liberté de la presse, mais aussi pour assurer une information fiable et accessible à tous les citoyens.

Le gouvernement béninois est désormais attendu sur sa capacité à réviser le budget afin de prendre en compte les attentes du secteur, tout en maintenant son objectif d'un financement socialement inclusif.

*Emeric Joël ALLAGBE*



## COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Le Conseil des ministres réuni en sa session ordinaire du mercredi 10 Septembre 2025, a adopté et transmis à l'Assemblée nationale le projet de loi des finances pour la gestion 2026. Ce budget, évalué à 3 783,984 milliards de FCFA repose sur une stratégie de transformation structurelle de l'économie et de redistribution plus équitable des fruits de la croissance.

A l'analyse, ce projet qui consacre 42 % du budget général aux dépenses sociales, n'a prévu aucune ligne budgétaire pour renforcer le secteur de la presse.

Nul n'ignore le rôle de la presse dans la consolidation de la démocratie et l'État de droit. Or depuis l'avènement de la rupture, ce secteur stratégique, reconnu comme le 4ème pouvoir de la République, n'a été l'objet de la moindre attention. Les défis sont grands et préoccupants.

Si malgré les grands chantiers qui attendent, le secteur de la presse, une fois encore est laissé sur le carreau, il urge alors d'agir pour corriger le tir.

C'est pourquoi, dans la perspective de l'examen et du vote du budget à l'Assemblée nationale, la Plateforme des promoteurs et acteurs pour le développement des Médias (PADeM-BÉNIN), exprime sa vive préoccupation et lance un appel pressant au Ministre d'Etat chargé de l'Économie et des Finances aujourd'hui candidat aux fonctions de Président de la République et aux honorables députés, en l'occurrence le Président de la commission des finances afin que des dispositions soient prises pour corriger cette exclusion.

La PADeM-Bénin remercie, d'ores et déjà, toutes les autorités compétentes pour toutes les diligences qui seront faites et réitere sa disponibilité pour toutes les propositions concrètes.

*Fait à Cotonou le 17 Septembre 2025*



(00229) 0197879290 - 0166151057 - 0140482861

**MEDIAS AU BENIN**

## Votre site d'informations en ligne

Dans le souci de mieux vous informer et surtout vous servir, EMERIC PRODUCTION qui édite votre journal «L'Emblème du jour» a lancé le jeudi 15 août 2024 son site web officiel "www.lemblemedujour.com"

Sur ce site, vous pouvez désormais lire tous les articles et télécharger toutes les parutions de votre journal «L'Emblème du jour» ainsi que toutes les publicités de ELONA HOUSE et de FENOU GUEST HOUSE. Mieux ce site est également un espace publicitaire pour tous nos partenaires, soutiens, sponsors.

Sur [www.lemblemedujour.bj](http://www.lemblemedujour.bj), faites comme chez vous.

**[www.lemblemedujour.bj](http://www.lemblemedujour.bj)  
[www.lemblemedujour.com](http://www.lemblemedujour.com)**

# L'Emblème du jour

JOURNAL D'INFORMATION, D'ANALYSE, D'INVESTIGATION ET DE PUBLICITÉ

Porto-Novo, Rép. Bénin - Email : [lemblemedujour@gmail.com](mailto:lemblemedujour@gmail.com)  
Tél : +229 0195534395

ISBN : 978-99982-1-737-9    DEPOT LEGALE N° 15577  
N° 495-25/HAAC/PT/CLC/SG/DA/DC/SCD/SCS

**PORTE-NOVO (République du Bénin)**

**EMAIL : [lemblemedujour@gmail.com](mailto:lemblemedujour@gmail.com)**  
**TELEPHONE : +229 01 98 90 46 40**

**PRODUCTION**

**ETS EMERIC PRODUCTION  
(RCCM RB/PNO/09A848)**

**DIRECTEUR DE PUBLICATION**

**Eméric Joël ALLAGBE**  
+229 01 97 90 46 40 / 01 98 90 46 40

**SECRÉTAIRE DE RÉDACTION**

**Fernandez Cyrus Benicio SOWANOU**  
+229 01 97 74 01 02

**RÉDACTION**

**Eméric Joël ALLAGBE (Journaliste)**  
**Fernandez Cyrus SOWANOU (Journaliste)**  
**James Meryl ALLAGBE (Journaliste)**  
**Marie Estelle AKANNI (Journaliste)**  
**Aimé HOUENOUI (Journaliste)**  
**Godfroy MISSAHOGBE (Journaliste)**  
**Youssouf Michel AVOCEGAMOU (Journaliste)**

**MONTAGE ET GRAPHISME**

**Mayass M. NOUMON**  
+229 01 96 13 84 84

**Présidentielle 2026 au Bénin**

# WADAGNI-TALATA : L'ÉLAN DE LA VICTOIRE DÉMARRE À PARAKOU

Le 4 octobre prochain, Parakou sera au centre de l'actualité politique nationale. La cité des Kobourou accueillera l'investiture du duo Romuald Wadagni – Mariam Chabi Talata, candidats de la mouvance présidentielle à la présidentielle de 2026. Un moment symbolique qui ouvre officiellement la marche vers le scrutin.

Tout est fin prêt à Parakou pour accueillir, le 4 octobre prochain, la grande cérémonie d'investiture du duo présidentiel de la mouvance. Selon des sources fiables, la cité des Kobourou a été choisie pour donner à cet événement l'ampleur qu'il mérite.

Désignés le 31 août dernier comme porte-flambeau de la continuité et du progrès sous l'impulsion du président Patrice Talon, Romuald Wadagni et Mariam Chabi Talata incarnent désormais l'espoir d'une victoire éclatante en mars 2026. La confirmation récente du choix de la colistière par le Bloc Républicain a renforcé la cohésion et mobilisé davantage les forces de la mouvance.

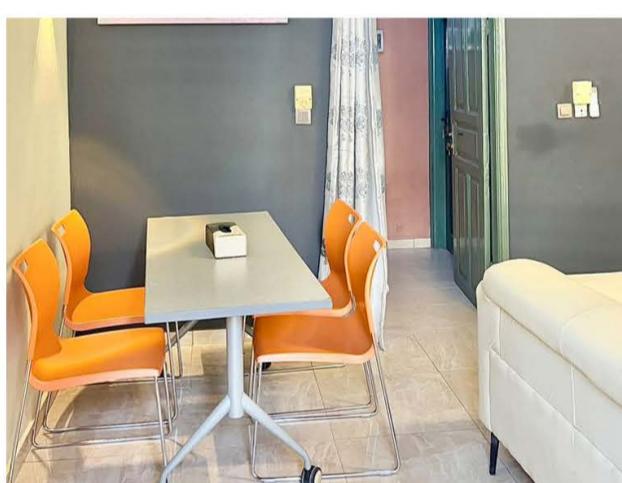
La cérémonie d'investiture, qui s'annonce prestigieuse et hautement symbolique, marque une étape décisive dans la mise en marche de la machine électorale. Pour les soutiens du chef de l'État, rien ne sera laissé au hasard : chaque geste, chaque action compte pour garantir le triomphe du duo Wadagni-Talata.

À Parakou, le rendez-vous du 4 octobre sonnera donc le coup d'envoi d'une campagne qui s'annonce intense, méthodique et déterminée. La mouvance entend ainsi démontrer, dès cette première étape, sa capacité à unir les énergies pour une victoire assurée au soir de la présidentielle de 2026.

**Youssouf Avocegamou**



# Les résidences **FENOU**



**Loin de chez vous, retrouvez la chaleur d'un foyer : chambres privées et cuisine conviviale pour partager des repas faits maison, rire et préparer vos aventures du lendemain. L'expérience idéale pour profiter à votre rythme !**

## CARACTÉRISTIQUES

- ✓ Luxe et confort
- ✓ Décor authentique
- ✓ Prix abordable
- ✓ Emplacement stratégique



Djassin Houinvié - Dowa  
(Porto-Novo)



+229 0198904640 / 0155499999



+229 0195534395 / 0155500707

Présidentielles 2026 au Bénin

# KINDJANHOUNDÉ, LA VOIX DU "BÉTON ARMÉ"

Ingénieur, ancien maire, ex-député, juge à la Haute Cour de Justice et aujourd'hui conseiller au CES, l'Honorable Zéphirin Kindjanhoudé alias "Béton Armé" reste une figure incontournable du paysage politique béninois. Dans une interview exclusive, il décrypte les alliances politiques, commente les ambitions de l'opposition et balaie d'un revers l'hypothèse d'une candidature surprise.

L'Honorable Zéphirin Kindjanhoudé, fort de près de quatre décennies de militantisme, salue l'accord politique entre l'UP-R, le BR et la FCBE, qualifié par certains de "mariage incestueux". Pour lui, il s'agit au contraire de « la vitalité de la démocratie », renforcée selon ses mots depuis l'avènement du président Patrice Talon. « Le Chef de l'État est d'une magnanimité rare », souligne-t-il, rappelant que même les plus farouches opposants ont été accueillis et intégrés dans le jeu politique.

Face aux ambitions de l'opposition, notamment le parti LD qui promet de remporter les élections de 2026, l'ancien maire de Zogbodomey reste imperturbable. « En politique, il est permis de rêver. Mais pendant que certains parlent dans les salles de conférence de Cotonou, la mouvance est sur le terrain chaque jour », tranche-t-il, confiant dans l'ancrage populaire de la majorité présidentielle.

Quant à l'éventuelle candidature de Kemi Séba, le député honoraire se montre sarcastique. « C'est une utopie », lâche-t-il, estimant qu'on ne peut confier le destin du Bénin à « quelqu'un qui ignore les réalités de terrain et même son propre panégyrique ». Pour Kindjanhoudé, l'élection de 2026 sera avant tout un moment de consolidation démocratique autour d'une gouvernance qu'il dit « ouverte et solide ».



NOBLE  
COMMUNICATION

# ELONA HOUSE

## SALLES DE FÊTES ET DE CONFÉRENCES

À la recherche d'un lieu d'exception pour votre prochain événement ?  
Mariage, anniversaire, communion, baptême, colloque professionnel ou  
simple moment en famille... notre espace vous ouvre ses portes pour  
toutes vos célébrations, au cœur d'un cadre naturel préservé.

- ASSISTANCE TECHNIQUE PRO
- GRANDE CAPACITÉ MODULABLE
- SALLES CLIMATISÉES
- GROUPE ELECTROGÈNE



Djassine Houinvié - Dowa  
(Porto-Novo)



+229 0198904640 / 0155499999



+229 0195534395 / 0155500707

Loisirs, fêtes et détente à Porto-Novo

# L'ESPACE FIFAMÈ, VOTRE NOUVEL AIR DE FÊTE À ELONA HOUSE !

Pour toutes vos soirées en plein air, anniversaires, chill soirées et autres événements conviviaux, le promoteur de la salle ELONA HOUSE à Porto-Novo lance un nouveau concept : l'espace FIFAMÈ. Un cadre idéal, désormais ouvert à toute la population de Porto-Novo et des environs.

Porto-Novo se dote d'un nouvel espace de loisirs qui promet de marquer les esprits : l'espace FIFAMÈ, récemment mis à disposition par le promoteur de la salle ELONA HOUSE, bien connue pour accueillir des événements prestigieux dans la capitale.

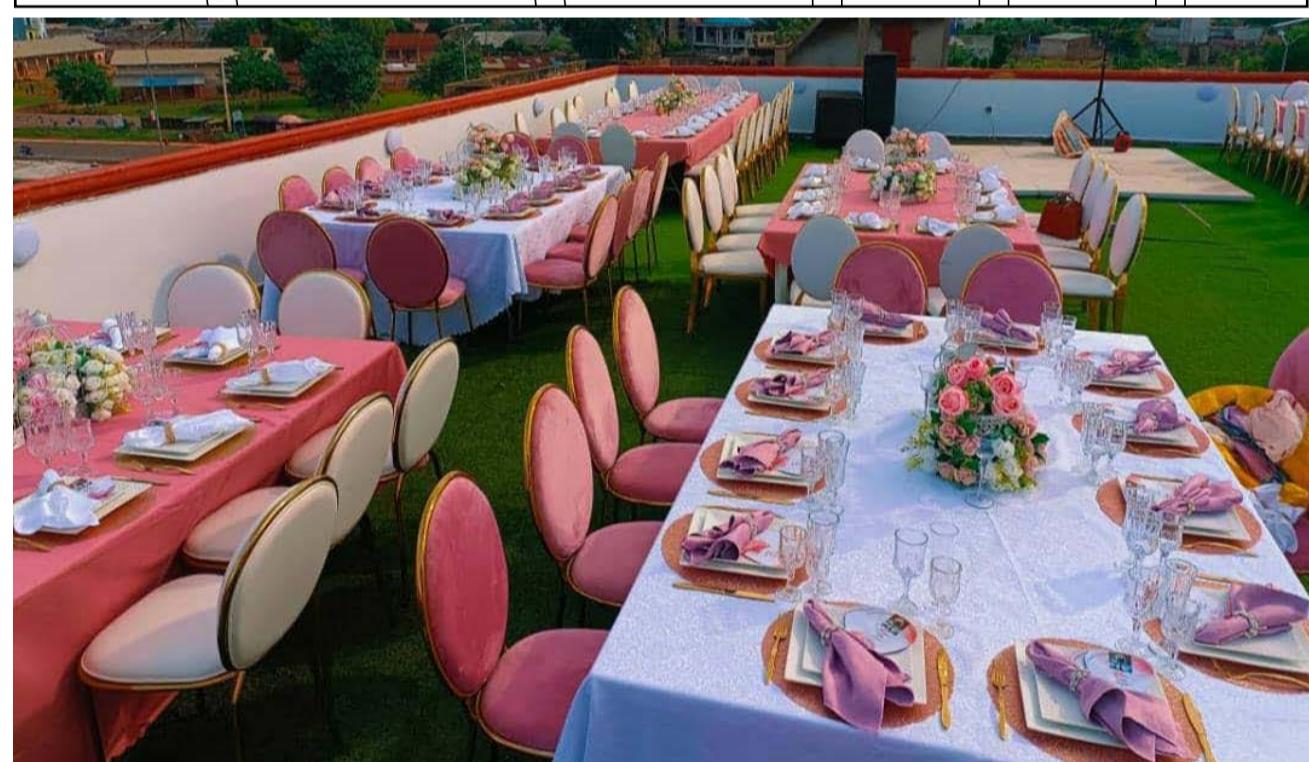
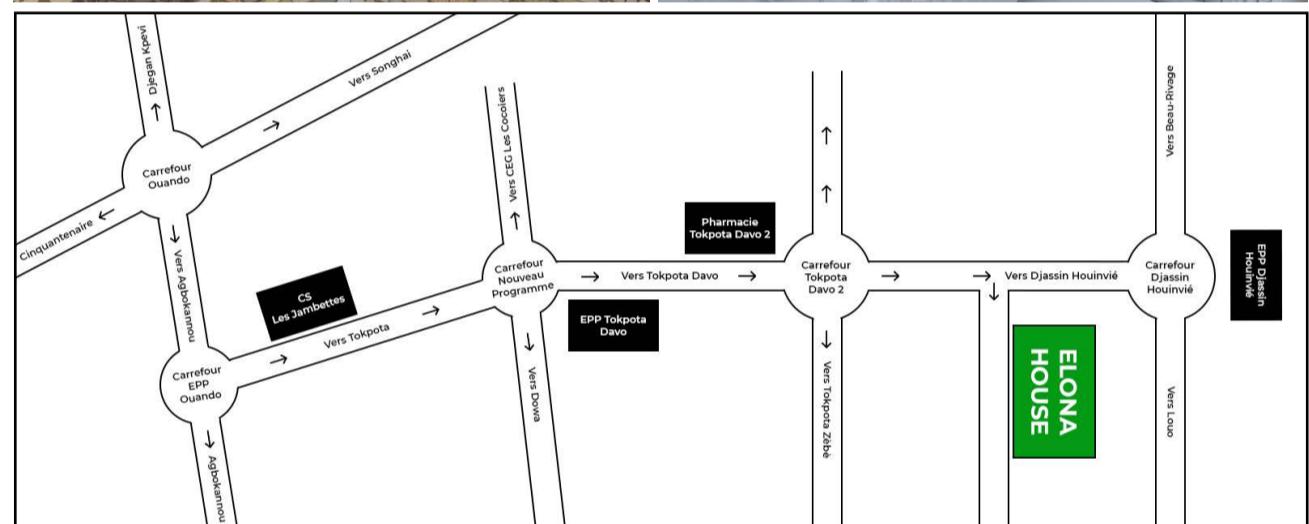
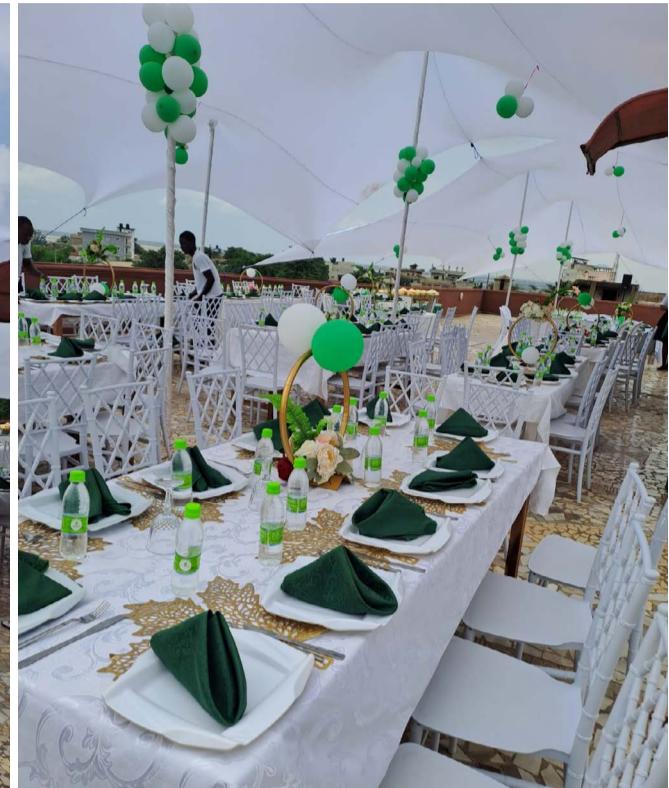
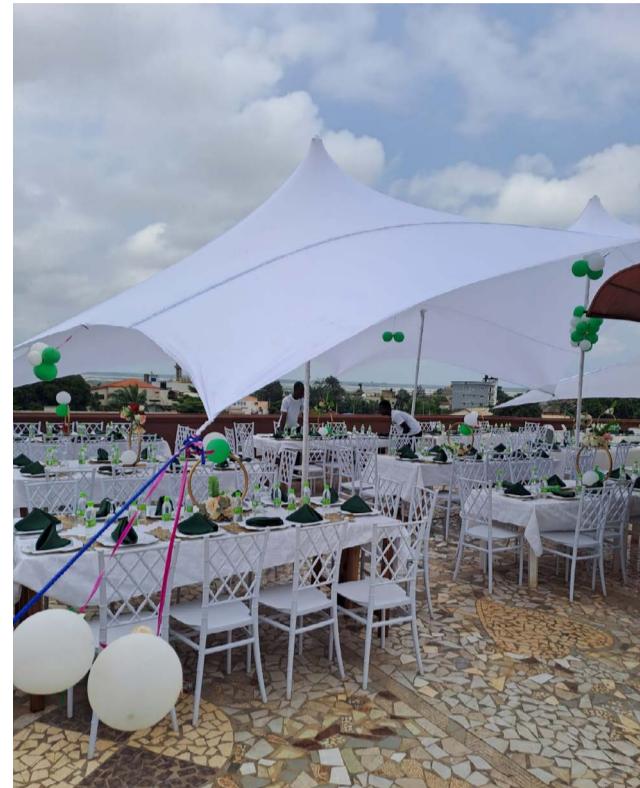
Situé dans un environnement agréable et facilement accessible, FIFAMÈ offre un cadre spacieux, sécurisé et bien aménagé, parfait pour organiser des soirées en plein air, anniversaires, chill soirées, retrouvailles entre amis, petits concerts, afterworks et bien plus encore. Avec une atmosphère détendue et une ambiance chaleureuse, l'espace s'adapte aussi bien aux rassemblements festifs qu'aux moments de détente en famille ou entre collègues.

Que vous soyez un particulier, une association ou une entreprise, FIFAMÈ est l'endroit rêvé pour sublimer vos instants de convivialité à Porto-Novo.

Réservez dès maintenant et offrez-vous l'expérience FIFAMÈ !

- Localisation : Salle ELONA HOUSE, Porto-Novo
- Contacts: 0144904640 / 0198904640
- Disponibilité : Tous les jours sur réservation

**James Méryl ALLAGBE**



Immatriculation des deux-roues au Bénin

# PLAQUES NON RETIRÉES : DESTRUCTION DÈS LE 16 OCTOBRE

L'Agence Nationale des Transports Terrestres (ANaTT) prévient : toutes les plaques d'immatriculation des deux-roues produites avant le 31 décembre 2023 et non retirées seront détruites après le 15 octobre 2025. Les usagers disposent donc d'un dernier délai pour régulariser leur situation.

L'Agence Nationale des Transports Terrestres (ANaTT) durcit le ton dans le processus d'immatriculation des deux-roues au Bénin. Dans un communiqué rendu public, l'institution dirigée par Richard Dada annonce la destruction systématique de toutes les plaques produites avant le 31 décembre 2023 et qui n'auraient pas été retirées au plus tard le 15 octobre 2025.

L'ANaTT invite donc les propriétaires concernés à se rapprocher sans délai de ses annexes départementales pour entrer en possession de leurs plaques et éviter d'être sanctionnés. Passée cette échéance, les plaques encore en souffrance seront tout simplement détruites.

Nommé directeur général de l'ANaTT le 25 janvier 2023 en Conseil des ministres, Richard Dada insiste sur le caractère irréversible de cette décision. Elle s'inscrit, selon lui, dans la volonté du gouvernement de mettre de l'ordre dans le secteur des transports terrestres, de fiabiliser la base de données nationale et de renforcer la sécurité routière.

Pour rappel, l'ANaTT est un établissement public à caractère social, culturel et scientifique, régi par la loi N°94-009 du 28 juillet 1994. Sa mission principale est de réguler et d'organiser le transport terrestre au Bénin, tout en garantissant une meilleure traçabilité des engins circulant sur le territoire.

Les propriétaires de deux-roues sont donc avertis : après le 15 octobre 2025, il sera trop tard pour récupérer les anciennes plaques.

**Youssouf AVOCEGAMOU**



**Processus électoral au Bénin**

# QUITUS FISCAL : LE GOUVERNEMENT AJUSTE LA PLATEFORME

En réponse à une doléance du parti Les Démocrates, la Direction générale des impôts a réajusté les modalités de délivrance du quitus fiscal. Une preuve que le dialogue reste possible et que l'administration ne ferme pas la porte à l'opposition.

La bonne foi du gouvernement béninois dans l'organisation et la gestion du processus électoral s'est de nouveau illustrée. À la suite d'une demande d'audience introduite le mardi 16 septembre 2025 par le parti Les Démocrates, la Direction générale des impôts (DGI) a reçu, dès le lendemain, une délégation conduite par l'honorable Nourénou Atchadé.

Le débat a porté sur une disposition de la plateforme de demande de quitus fiscal, qui obligeait les requérants à indiquer le type d'élection auquel ils entendaient participer. L'opposition a contesté cette exigence, estimant qu'elle n'avait aucun fondement légal.

Après concertation avec la Commission électorale nationale autonome (CENA), le directeur général des impôts, Nicolas Yénoussi, a annoncé que la plateforme a été réajustée pour supprimer cette contrainte. La nouvelle version est opérationnelle depuis le 18 septembre 2025, selon un communiqué officiel.

Cette démarche illustre une volonté d'adaptation et de dialogue entre l'administration fiscale et les acteurs politiques. Elle garantit un processus plus inclusif et évite de bloquer la participation des formations politiques aux échéances électorales.

Toutefois, les Démocrates ont déjà porté l'affaire devant la Cour constitutionnelle, arguant que la délivrance du quitus fiscal doit uniquement reposer sur la situation fiscale de l'intéressé, et non sur la nature de l'élection.

En levant rapidement la contrainte contestée, la DGI démontre que le processus électoral peut être amélioré dans la concertation, sans entraves pour aucun camp politique.

**Youssouf AVOCEGAMOU**

**Agriculture béninoise**

# MANIOC : LA RACINE DE LA CROISSANCE

En forte progression depuis 2019, la production de manioc au Bénin s'impose comme un pilier de l'agriculture nationale. Avec une prévision de 5 millions de tonnes en 2025, le pays consolide son rang parmi les grands producteurs africains, malgré les défis liés à la transformation et aux débouchés.

Le manioc continue d'écrire une belle histoire dans les champs béninois. En 2019-2020, la production nationale était évaluée à 4 525 450 tonnes. Cinq ans plus tard, les prévisions annoncent un cap symbolique de 5 millions de tonnes. Une performance qui place le Bénin au rang des producteurs majeurs du continent africain.

Cette dynamique repose sur plusieurs leviers. L'introduction de variétés améliorées à haut rendement a fortement contribué à l'augmentation des productions par hectare. De plus, les producteurs traditionnels comme les jeunes à la recherche d'opportunités élargissent leurs superficies, donnant ainsi un nouvel élan à la filière.

Toutefois, si la production croît, la valorisation reste en retard. Les infrastructures de transformation demeurent limitées et peinent à suivre le rythme. Or, le manioc possède un potentiel énorme : amidon, bioplastiques, farine paniifiable, gari et autres produits dérivés peuvent être développés à grande échelle.

Pour tirer le meilleur parti de cette filière stratégique, plusieurs défis restent à relever : améliorer les infrastructures de transport, faciliter l'accès aux équipements modernes, renforcer les formations des producteurs et surtout sécuriser des débouchés stables et rémunérateurs.

Avec ces conditions réunies, le manioc ne serait pas seulement une culture vivrière, mais un véritable moteur de croissance et de prospérité pour le Bénin.

**Youssouf AVOCEGAMOU**

France / Tensions sociales

# GRÈVES MASSIVES CONTRE LE PLAN D'AUSTÉRITÉ



Des dizaines de milliers de Français ont battu le pavé pour dénoncer le plan d'économies de 44 milliards d'euros du gouvernement. Malgré un dispositif policier record, syndicats et manifestants affichent leur détermination.

La France a été, une nouvelle fois, le théâtre d'une vaste mobilisation sociale. À l'appel des principaux syndicats, grèves et manifestations ont rythmé la journée, illustrant le rejet du plan d'économies présenté par l'exécutif.

Selon le ministère de l'Intérieur, 253 actions ont été recensées dans le pays, rassemblant environ 76 500 manifestants à la mi-journée. Un chiffre qui pourrait approcher les 900 000 participants d'ici la fin de la journée, un niveau comparable aux grandes mobilisations contre la réforme des retraites en 2023.

À Paris, le cortège intersyndical est parti de la Bastille pour rejoindre la place de la Nation. Si l'essentiel des défilés s'est déroulé dans le calme, des heurts ont éclaté à Nantes et à Lyon. Plusieurs blocages de lycées, universités et dépôts de bus ont également été signalés à Montpellier, Toulon et en région parisienne.

Dans les transports, l'Île-de-France a été particulièrement touchée. La RATP a néanmoins constaté une circulation légèrement meilleure que prévu sur certaines lignes, bien que le métro parisien ait tourné au ralenti, hors lignes automatiques.

La contestation cible directement le plan d'économies de 44 milliards d'euros, conçu par l'ancien Premier ministre François Bayrou. Le programme prévoit des coupes dans les services publics, une réforme de l'assurance chômage et un gel des prestations sociales. Soutenu par une coalition de centre droit et de droite, il avait conduit au renversement du gouvernement le 8 septembre.

Face à la colère sociale, le ministère de l'Intérieur a déployé 80 000 policiers et gendarmes, soit un dispositif inédit. Une stratégie vivement critiquée par la secrétaire générale de la CGT, Sophie Binet, qui y voit « une provocation inutile » : « C'est mettre de l'huile sur le feu », a-t-elle dénoncé. Marylise Léon, secrétaire générale de la CFDT, a quant à elle parlé d'« avertissement clair » envoyé au nouveau Premier ministre, Sébastien Lecornu.

Malgré la démonstration de force des autorités, les syndicats se disent prêts à maintenir la pression, estimant que la bataille contre l'austérité ne fait que commencer.

**Marvelous SONON**

RCA/Élections 2025

# TOUADÉRA ENTRE VITRINE DIPLOMATIQUE ET FRAGILITÉS INTERNES



À trois mois des élections générales, la Centrafrique affiche une stabilité de façade. Si le président Touadéra capitalise sur des avancées militaires et diplomatiques, le pays reste traversé par des tensions politiques, des défis sécuritaires et une opposition radicalisée.

À l'approche du scrutin de décembre 2025, la République centrafricaine (RCA) vit un moment charnière. Réélu en 2021, le président Faustin-Archange Touadéra apparaît en position de force. Depuis quatre ans, l'armée nationale, appuyée par les forces rwandaises et les paramilitaires russes de Wagner, a repoussé la rébellion de la Coalition des patriotes pour le changement (CPC) vers les zones périphériques. L'ONU a levé l'embargo sur les armes et la RCA a pu reprendre ses exportations de diamants grâce au Processus de Kimberley. Sur la scène régionale, Bangui s'est offert une stature nouvelle, Touadéra ayant même été choisi comme facilitateur lors de la crise gabonaise en 2023.

Mais derrière ces succès diplomatiques et sécuritaires, la réalité est plus contrastée. Dans le nord-est, notamment dans la Vakaga et le Bamingui-Bangoran, l'État reste quasiment absent. Les populations marginalisées, privées de services publics, continuent de nourrir rancunes et frustrations. À cela s'ajoutent des accusations persistantes de mauvaise gestion des ressources minières et pétrolières, régulièrement dénoncées par la société civile.

Sur le terrain politique, la révision constitutionnelle de 2023, qui autorise Touadéra à briguer un troisième mandat, a profondément divisé. L'opposition, dénonçant un processus électoral biaisé et contestant l'indépendance de l'Autorité nationale des élections comme celle du Conseil constitutionnel, a annoncé son boycott du scrutin. En avril dernier, plus d'un millier de manifestants ont défilé dans les rues de Bangui pour exprimer leur rejet d'un nouveau mandat présidentiel et leur colère face à la crise socio-économique. Un dialogue politique a été entamé en septembre, mais ses résultats restent incertains.

La question sécuritaire demeure elle aussi préoccupante. Si la CPC a été affaiblie, plusieurs groupes armés gardent leurs ressources et pourraient profiter de l'instabilité régionale, notamment avec la guerre au Soudan voisin. L'armée centrafricaine, en pleine croissance, reste fragilisée par un manque de formation, de discipline et de logistique, alimentant la crainte d'une « militarianisation ».

Touadéra a su multiplier les alliances extérieures – Moscou, Kigali, financements occidentaux, rapprochement avec le Tchad –, mais cette stratégie reste fragile. La dépendance aux équilibres régionaux et internationaux expose Bangui à un retournement rapide des rapports de force.

Pour éviter un nouvel épisode d'instabilité, le défi est clair : aller au-delà du soutien extérieur et traiter les causes profondes de la crise. Gouvernance inclusive, partage équitable des ressources et ouverture politique apparaissent comme des conditions essentielles. À court terme, la capacité du pouvoir à renouer le dialogue avec l'opposition et à apaiser ses relations régionales pourrait déterminer l'avenir immédiat du pays.

*Michel Sonon*

Togo / Arrestation politique

# MARGUERITTE GNAKADÉ INTERPELLÉE À LOMÉ

L'ex-ministre des Armées, devenue figure critique du régime, a été arrêtée ce mercredi. Elle est poursuivie pour « incitation à la rébellion ».

Lomé a vécu ce mercredi matin une scène inhabituelle : plusieurs véhicules de police ont investi la ruelle menant à la résidence de Marguerite Gnacadé, ancienne ministre des Armées. L'ex-membre du gouvernement, écartée en 2022, a été interpellée puis conduite à la direction centrale de la police judiciaire. Selon une source sécuritaire, elle est poursuivie pour « incitation à la rébellion ».

Première femme à occuper le portefeuille des Armées en 2020, après avoir dirigé la Banque togolaise pour le commerce et l'industrie, Mme Gnacadé s'était imposée comme l'une des personnalités les plus critiques du régime de Faure Gnassingbé. Très active sur les réseaux sociaux, elle multipliait ces derniers mois les vidéos et messages appelant à une alternance politique.

Fin août, elle avait notamment diffusé un appel à une « transition pacifique », estimant que le chef de l'État, en poste depuis près de deux décennies, avait « échoué » et qu'il serait « une erreur de le maintenir au pouvoir ».

Depuis son départ du gouvernement, Marguerite Gnacadé a rejoint le mouvement citoyen du 6-Juin, qui milite ouvertement pour le départ du président togolais.

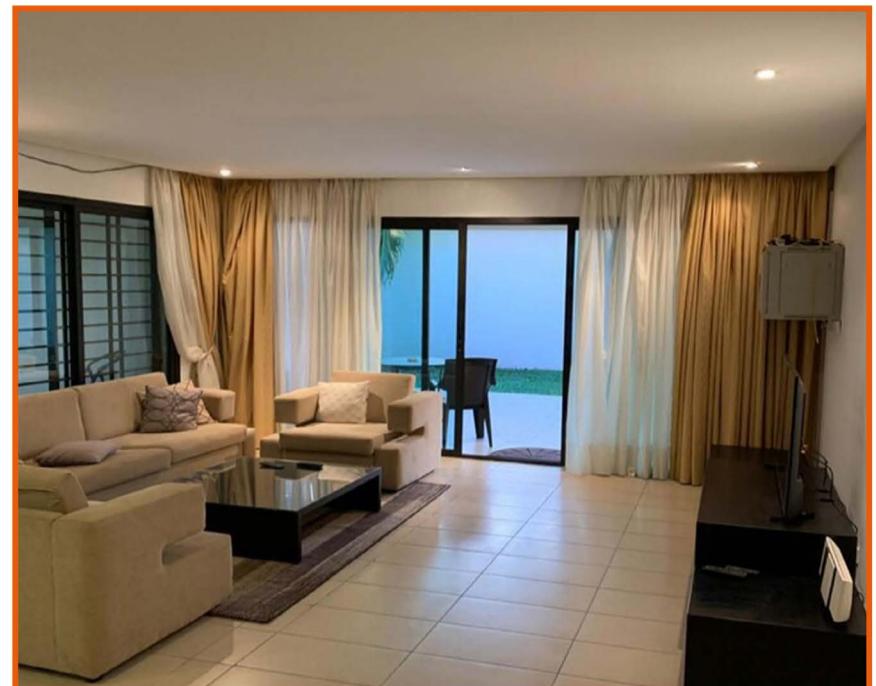
Pour l'heure, les autorités n'ont fait aucune déclaration officielle. Mais l'arrestation de cette figure de l'opposition marque une nouvelle étape dans le bras de fer entre le pouvoir et les voix dissidentes.

*Michel Sonon*



## ELONA HOUSE

### SALLE DES FÊTES ET DE CONFÉRENCE



### APPARTEMENTS ET CHAMBRES MEUBLÉS

*Les résidences*

**FENOU**



Porto-Novo, Djassine Houinvié  
- Tokpota - Dowa



+229 0198904640 / 0155499999



+229 0195534395 / 0155500707